

La mobilité géographique suspend-elle le droit au congé parental ?

Réponse courte

La mobilité géographique **n'entraîne pas** la suspension du droit au congé parental, tant que le contrat luxembourgeois reste en vigueur et que le salarié reste affilié à la sécurité sociale (articles [L.234-43](#) à [L.234-47](#) du Code du travail, loi modifiée du 12 février 1999).

Le congé parental ne peut être suspendu qu'en cas de **modification substantielle** du contrat aboutissant à sa suspension ou à sa rupture, ou en cas de changement d'employeur sans continuité contractuelle. L'employeur **ne peut pas** conditionner la mobilité à une renonciation au congé parental, ce qui serait contraire à l'ordre public social et à l'**égalité de traitement** (article [L.121-6](#)), y compris lorsque la mobilité résulte d'une clause de mobilité. Il est recommandé de formaliser par écrit les modalités de la mobilité et le maintien des **droits sociaux**.

Définition

La **mobilité géographique** correspond à un changement du lieu habituel de travail d'un salarié, décidé ou accepté dans le cadre du contrat de travail. Le **congé parental** est un droit individuel permettant à chaque parent, y compris en situation de détachement, de suspendre ou de réduire son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant, sous réserve de remplir les conditions prévues par la législation luxembourgeoise.

Conditions d'exercice

Pour bénéficier du congé parental, le salarié doit être lié par un contrat de travail à un employeur établi au Luxembourg, travailler de manière continue depuis au moins douze mois à raison d'au moins dix heures par semaine, et être affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise. La mobilité géographique n'affecte pas l'ouverture ou la poursuite du droit au congé parental, tant que la relation contractuelle avec le même employeur demeure continue et que le contrat de travail n'est ni suspendu ni rompu.

Modalités pratiques

Lorsqu'un salarié bénéficie déjà d'un congé parental ou a introduit une demande, une mobilité géographique décidée par l'employeur ne suspend ni n'interrompt le congé parental, sauf si elle entraîne une modification substantielle du contrat nécessitant l'accord du salarié et aboutissant à une suspension ou une rupture du contrat.

Si la mobilité implique un changement d'employeur, le droit au congé parental doit être réexaminé à la lumière de la continuité du contrat de travail et de l'affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise. En cas de mobilité à l'étranger, le droit au congé parental luxembourgeois subsiste uniquement si le contrat de travail luxembourgeois reste en

vigueur et que le salarié demeure affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Pratiques et recommandations

Informier explicitement les salariés concernés par une mobilité géographique de la préservation de leurs droits au congé parental est recommandé, sous réserve du maintien du contrat de travail luxembourgeois et de l'affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise. L'employeur doit **ne pas conditionner la mobilité** à une renonciation au congé parental, ce qui serait contraire à l'ordre public social et à l'égalité de traitement.

En cas de mobilité impliquant une modification du contrat, il convient d'**analyser précisément les conséquences** sur l'affiliation à la sécurité sociale et la continuité du contrat. Il est conseillé de **formaliser par écrit** les modalités de la mobilité et de rappeler explicitement le maintien des droits sociaux, dont le congé parental.

Cadre juridique

Référence	Objet
Loi modifiée du 12 février 1999, art. 2 à 6	Congé parental
Art. <u>L.234-43</u> à <u>L.234-47</u> du Code du travail	Congé parental
Art. <u>L.121-6</u> du Code du travail	Égalité de traitement
Art. <u>L.121-7</u> du Code du travail	Modification du contrat
Art. <u>L.121-8</u> du Code du travail	Suspension et rupture du contrat
Jurisprudence luxembourgeoise	Continuité du contrat et préservation des droits sociaux

L'employeur ne peut ni retarder ni refuser l'exercice du congé parental en invoquant une mobilité géographique, sous peine de sanctions civiles et administratives. Toute modification contractuelle liée à la mobilité doit être analysée pour garantir le maintien des droits sociaux du salarié.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.